Deuxième Année. — Numéro 144 CINQ CENTIMS *Mercredi 20 Mai 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Turcoing

ABONNEMENTS

	Ordinaire	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTTION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

PROCHAINEMENT

Nous commencerons la publication d'un roman sensationnel par

ALEXIS DUMAS

LE PRIX DU SANG

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

VICTOIRE SOCIALISTE

Louvain, 18 mai.

Dans les sections de la grande construction mécanique, de la petite construction mécanique, de l'industrie alimentaire, les socialistes sont élus sans lutte.

EN TURQUIE

Londres, 18 mai.

On télégraphie de Constantinople :

Une certaine agitation a régné ici depuis une quinzaine ; quinze cents Arméniens sans travail ont été arrêtés. Cinquante-neuf d'entr'eux et seize Turcs ont été exilés, hier, en Anatolie.

Soixante treize élèves de l'Ecole militaire de Kuléli ont été également arrêtés.

» Deux jeunes élèves du collège arménien de Galata, trouvés porteurs de listes de souscription pour les Arméniens de Zeïtoun, ont été condamnés à dix ans de réclusion.

» Le gouverneur de Marasch a été rappelé, sur les instances réitérées de l'ambassadeur de France. »

EN PERSE

Tcheran, 18 mai.

Le *Berliner Tageblatt* **annonce que le cheikh Djemal-Eddin, que la Porte avait décidé de livrer au nouveau shah de Perse, aurait faussé compagnie à ses geôliers et gagné une retraite sûre. «Laquelle? demande-t-il, on l'ignore. Les uns disent Le Caire, les autres Londres.»**

Sans doute Abdul-Hamid aura-t-il compris quelles représailles terribles il s'attirerait en livrant aux bourreaux un homme aussi populaire dans tout l'Islam que le grand réformateur Djemal-Eddin.

EVADES REPRIS

Belfort, 18 mai.

Sur les six détenus qui se sont évadés de la prison de Belfort, quatre ont été arrêtés hier soir, dans la forêt de Bretagne, à peu de distance de la frontière.

Les deux autres n'ont pu être rejoints. On suppose qu'ils ont passé en Alsace.

UNE EXPLOSION A MADRID

Madrid, 18 mai.

Cette nuit, un pétard a éclaté rue Requena, proche du palais royal. Aucun dégât.

On recherche l'auteur de cette explosion. On croit que ce pétard était chargé simplement de poudre.

LES CHANTAGES LEBAUDY

Paris, 18 mai.

La chambre des appels correctionnels de la Seine a rendu lundi son arrêt dans l'affaire des chantages Lebaudy.

M. de Givry, condamné en première instance à treize mois de prison, a été acquitté, les faits incriminés ne constituant pas juridiquement le délit de chantage.

Pour M. de Cesti, la peine de treize mois de prison est confirmée purement et simplement.

LES INSTITUTEURS

Paris, 18 mai.

A propos du refus par les Compagnies de chemins de fer, de substituer pour les instituteurs, — ainsi que viennent de le faire les chemins de fer de l'Etat, — aux demandes de permis à demi-tarif des cartes d'identité, on lit dans le *XXe Siècle* **:**

Espérons qu'à la longue, en voyant fonctionner sur le réseau de l'Etat la carte d'identité, au mieux des intérêts de tous, les Compagnies se décideront à renoncer à leur tour à ces chinoiseries et à ces complications d'écritures.

EMEUTE SANGLANTE

Bains (Vosges), 18 mai.

Une émeute sanglante vient d'éclater aujourd'hui même à Gruey-lès-Surance, canton de Bains (Vosges), à l'occasion de l'élection du maire de la commune.

A la nouvelle que M. Thouvenot était nommé maire, une grande partie des habitants s'est soulevée. Des rixes ont éclaté et la brigade de gendarmerie de Bains a été mandée en hâte.

L'arrivée des gendarmes a porté au plus haut point la fureur des manifestants qui se sont rués sur les défenseurs de l'ordre et ont grièvement blessé le Monignon, les gendarmes Colin et Peignier.

L'émeute continue. On vient officiellement d'aviser le préfet et le commandant d'armes à Epinal pour demander du secours.

LES GREVES

New-York, 18 mai.

Pour la première fois peut-être, aux Etats-Unis, une grève générale de servantes vient de se produire dans la ville de Supérior (Wisconsin).

Il s'est formé, récemment, en effet, une association de servantes à Supérior, sur le même modèle et dans le même but que les autres associations ouvrières. L'association des servantes, appelée Servant Girls Union, a été organisée par les servantes américaines de supérior et de Duluth.

L'association a obtenu un succès presque incroyable, la plupart des servantes de Supérior et de Duluth s'y étant enrolées.

Les gages moyens des servantes étant de 12 dollars par mois à Supérior, l'Union a voulu les élever au minimum de 15 dollars mais les ménagères de la ville ayant refusé d'accorder l'augmentation demandée, quinze cents servantes environ ont rendu aussitôt leurs tabliers à leurs maîtresses et sont depuis en grève, tenant des réunions.

Londres, 18 mai.

La grève des ouvriers du bâtiment n'a encore éclaté que partiellement à Londres, les briquetiers ayant obtenu, à la dernière heure, l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient.

C'étaient les plâtriers, au nombre de 6 à 7,000, qui chômaient seuls depuis le 1er mai; on annonce que dès aujourd'hui lundi 13.000 charpentiers et menuisiers qui tiennent à leur tour le travail.

TERRIBLE EXPLOSION

Bida, 18 mai.

Une terrible explosion s'est produite à Bida, capitale du pays de Napé.

La partie de la ville où se trouve le palais de l'émir a été complètement détruite par la force de l'explosion.

Le chiffre des victimes est considérable et les secours des plus difficiles à organiser.

Jusqu'à présent, on a découvert, au milieu des ruines, environ 200 cadavres, et il est à craindre que leur nombre ne s'arrête.

AU TRANSVAAL

Londres, 16 mai.

Le correspondant du *Times* à Prétoria estime que la seule cause du retard apporté à la décision du conseil exécutif est que le président Kruger serait désireux de voir tous les prisonniers signer une supplique où ils demanderaient la commutation du bannissement et de l'emprisonnement en amendes.

On mande de Prétoria au *Daily Telegraph* :

« La mise en liberté des prisonniers réformistes est imminente.

» Le corps de Grey est parti hier soir pour le Rand. »

L'AGITATION EN CRÈTE

Londres, 18 mai.

Le correspond du *Times* **à Athènes dit que l'on commente fort l'activité des consuls russe et français à la Canée.**

Les Crétois prétendent que le consul russe engage les chrétiens à résister aux autorités turques tandis que le consul français conseille au gouverneur de réprimer le mouvement.

L'impression est que cette agitation est faite de l'occupation éventuelle de l'île par la France.

BULLETIN DU JOUR

Dans l'Administration

Le ministre de l'intérieur, si l'on en croit les journaux officieux, met la dernière main à un mouvement administratif qui paraîtrait avant la rentrée des chambres.

Cette bonne nouvelle a réjoui d'aise les *Débats*, qui en ont l'eau à la bouche.

Et dans son impatience légitime, notre confrère ne peut s'empêcher de demander si l'on flanquera beaucoup de préfets en disponibilité, et s'il y aura un bon lot de sous-préfets de déplacés.

La question du journal des *Débats* pourra paraître aux esprits impartiaux encore plus originale qu'indiscrète.

Nous n'avons pas à défendre les fonctionnaires de M. Charles Dupuy, avec qui le cabidet radical a eu le grand tort de faire de la générosité, mais ils s'adaptent trop bien à la politique du nouveau ministère pour que M. Barthou ait la velléité de leur causer le moindre déménagement.

Peut-être en déplacera-t-il quelques uns pour leur faire simplement changer d'air, mais c'est là une mesure qui relève plutôt de l'hygiène que de la politique.

En tous cas notre confrère des *Débats* se moque agréablement du monde quand il parle de la nécessité d'un remaniement administratif.

La demande qu'il adresse à M. Barthou est extraordinairement cocasse.

Comment, diable, le ministre de l'intérieur pourrait-il s'y prendre pour exaucer le vœu du *Journal des Débats*.

Les fonctionnaires en service ont presque tous été façonnés à l'image de M. Dupuy, et il serait ingrat à M. Barthou de l'oublier.

Il ne l'oubliera pas, nous en sommes sûr; s'il y a mouvement, ce sera un tout petit mouvement, un mouvement pour rire, et nous sommes persuadé que notre confrère, s'il ne le dit pas tout haut, se trouvera, en secret et dans l'intimité, entièrement, mais là entièrement satisfait.

Les Modérés triomphent bruyamment du résultat des élections municipales ; ils chantent victoire à qui veut les entendre, et s'ils sont quelque peu logiques, ce n'est pas au lendemain du succès qu'ils iraient frapper les zélés serviteurs à qui en revient le brillant honneur.

A moins cependant que le ministère Méline, désireux de donner des gages à ses alliés de Droite, ne se croie obligé de paraître plus royaliste que le roi, en replaçant en bon poste quelques vieux débris du Seize-Mai.

Le *Figaro* se déclare bien progressiste. Pourquoi le ministère Méline ne se montrerait-il pas aussi beau joueur.

C'est peut-être la secrète espérance des *Débats*.

La mesure serait sans doute considérée par les braves gens, suivant la suave expression de M. Arthur Meyer, comme le don de joyeux avènement du grand parti conservateur.

L'heure est venue pour chacun de prendre nettement position.

Le ministère Méline ne voudra pas laisser échapper l'occasion de manifester ainsi ses sympathies, et de fixer son orientation politique.

HENRI CARRETTE

Maire de Roubaix, né à Roubaix le 25 Janvier 1846

HENRI CARRETTE

Maire de Roubaix

Le citoyen Henri Carrette qui, après quatre années d'administration, vient d'être réélu maire de la ville de Roubaix, est né à Roubaix, le 25 janvier 1846.

Son père était un modeste tisseur à la main qui travaillait laborieusement pour subvenir aux besoins de sa nombreuse famille composée de cinq garçons et d'une fille.

Après avoir fréquenté l'école jusqu'à 11 ans le jeune Henri Carrette apprit à tisser avec son père puis il entra comme ouvrier dans une manufacture de mérinos à Roubaix.

Actif, intelligent et d'une conduite exemplaire, il s'acquit les sympathies de tous ses camarades et l'estime de ses patrons.

Par suite de la présence d'un de ses frères sous les drapeaux, il fut exempté du service militaire, conformément à la loi en vigueur.

Dès cette époque il se révèle à Roubaix comme un républicain ardent. Obligé, à cause de ses opinions, de quitter l'atelier où il travaillait depuis des années et dont le directeur était un bouillant partisan de *Napoléon le Petit*, Carrette se met à tisser à la main chez lui.

Lors du plébiscite, il se multiplie.

On le voit partout faire une propagande acharnée contre l'Empire.

Mobilisé pendant l'*année terrible*, nous le retrouvons vers 1879, dirigeant le mouvement socialiste à Roubaix, ou il crée, avec Lepers et plusieurs autres citoyens dévoués, le Parti ouvrier. De nombreuses réunions sont organisées dans différents quartiers pour la fondation du Parti. Carrette les dirige avec le calme, le sang-froid et l'intelligence qu'on lui connait.

Le Parti grandit si rapidement qu'en 1880 les électeurs l'envoient siéger au Conseil municipal.

Il y porte toutes les revendications ouvrières, à la grande colère des opportunistes et des réactionnaires.

Deux ans plus tard il devient le gérant du vaillant organe socialiste le *Forçat*, qui sous la direction de Delory actuellement maire de Lille, fit une si brillante campagne contre les patrons, dont il dénonçait toutes les infamies et qui tirait à 18.000 exemplaires.

Pour tuer ce journal vengeur, qui faisait trembler les patrons, l'un de ceux-ci M. Casse, industriel de Lille, poursuit Carrette en diffamation devant les tribunaux et le fait condamner à un an de prison et 1000 francs de dommages-intérêts.

Pour se soustraire à la prison, Carrette se rend en Belgique. Traqué de ville en ville par la poliée belge, il passe en Allemagne, où de nouveau il est persécuté.

De passage à Paris, il rentre en France et va se constituer prisonnier.

Les camarades se cotisent et réunissent les 1000 francs de dommages-intérêts, que Lepers, à pied, vient porter au richissime M. Casse.

Sorti de prison, Carrette reprend un estaminet, la « Brasserie sociale », 104, rue de l'Alma, qu'il tient encore à l'heure actuelle, où tous les jours on peut le voir tirer des chopes au comptoir et servir les clients avec un mot aimable pour chacun. En même temps, avec son fils Marcel, il commence à vendre des journaux.

Mais les persécutions patronales et policières continuent.

Il y a six ans, le 6 Mai 1890, sur l'ordre du préfet du Nord, Vel-Durand, Carrette fut arrêté et conduit à la maison d'arrêt de Lille, comme instigateur de la grève générale qui avait éclaté à Roubaix. Le même jour, ainsi que nous le disions hier, le citoyen Delory, maire de Lille, était arrêté pour le même motif. Ces arrestations étaient tellement arbitraires qu'il fallut relacher les inculpés le jour même.

Toutes ces persécutions n'ont fait qu'accroître la popularité de Carrette et la force du Parti ouvrier de Roubaix, qui aujourd'hui est acquis au Socialisme, et pour toujours.

C'est la citadelle socialiste du Nord.

LES GARNISONS DE L'EST

(D'un correspondant)

Paris, 18 mai.

Après les manœuvres d'automne, des modifications seront apportées, apprenons-nous, dans la composition d'un certain nombre d'unités situées sur le territoire du 6e corps d'armée.

Les portions principales des 120e et 128e de ligne, seront transférées à Verdun avec l'état major de la 25e brigade d'infanterie.

La portion principale du 147e de ligne ira à Givet, celle du 148e à Sedan. Ces deux régiments formeront la 21e brigade d'infanterie.

Les régiments d'infanterie de Châlons et de Bar-le-Duc feront partie de la 49e division (nouveau 20 corps) et formeront la 79e brigade.

Le IIe bataillon de chasseurs à pied passera, le 1er octobre, de la 81e à la 83e brigade d'infanterie.

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL

La responsabilité des employeurs en Russie en cas d'accidents

(De notre correspondant particulier)

St-Pétersbourg, 18 mai.

Une loi a été publiée en Russie réglant la responsabilité des employeurs en cas d'accidents arrivés à leurs ouvriers dans le travail D'après cette loi, qui sera appliquée, pour le moment au moins, seulement en Finlande, les patrons des établissements qui y sont visés, sont tenus responsables des accidents qui ont frappé les ouvriers à leur service, en leur assurant une rente de 3 francs par jour si l'incapacité au travail n'est que transitoire ou de 540 francs par an si elle est permanente. En cas de mort de l'ouvrier, sa veuve pourra réclamer 20 0/0 et 10 0/0 à chacun de ses enfants au-dessous de 15 ans, pourvu qu'on ne dépasse pas, dans l'ensemble, 40 0/0 du salaire annuel de l'ouvrier décédé.

Dans le but d'assurer aux ouvriers invalides ou à leurs veuves et enfants la rente dont il est question, la loi impose aux employeurs l'obligation de s'adresser aux compagnies d'assurances sous des peines pécuniaires assez importantes.

Les dispositions de cette loi, favorables aux intérêts des prolétaires, seront étendues ensuite aussi aux autres provinces de l'Empire russe, car le développement de l'industrie, déjà assez accentué dans la Finlande, en rendra l'application nécessaire; seulement, il est à craindre que la loi ne devienne lettre morte, les ouvriers n'étant pas appelés à nommer les inspecteurs chargés d'y tenir la main, et la corruption de la bureaucratie russe et la corruption de la bureaucratie russe est un fait général dans l'Empire.

Cependant, on doit reconnaître que le mouvement du prolétariat industriel, qui **s'est manifesté dans ces derniers temps** par des grèves d'une gravité exceptionnelle, malgré les dispositions pénales qui les frappent, n'a pas été étranger aux mesures que le gouvernement russe vient d'adopter en faveur de la classe ouvrière.

CONSÈCRATION

Il en faut bien reparler cependant, puisque l'occasion se présente à nouveau

Les statistiques électorales de M. Barthou avaient doucement ému le cœur des modérés. Deux semaines durant, *Temps Débats, Liberté, République française* s'en sont consciencieusement gargarisé. Quel succès, mes amis ! Des calculs officiels, il ressortait clair comme le jour que les socialistes avaient été battus en tous lieux ainsi que plâtre. En cherchant bien, peut-être en pouvait-on trouver encore un quarteron blotti en quelque Hôtel-de Ville d'un centre par trop populacier ; mais c'était bien là tout.

En vain, avions nous essayé ici de protester timidement et d'opposer à l'arithmétique ministérielle nos modestes additions. Nos articles ne vont point aux nues, ils ne volent point sur le *Temps* **en buvant leur lait de poule. Du reste, quand on est rentier et qu'on lit un journal, c'est pour que cette lecture dispense de chercher et de penser soi-même.**

Très bien, mais quelle tête vont faire ce soir et demain les susdits abonnés en parcourant leur feuille favorite.

Partout il n'est question que de municipalités conquises par nos amis, d'installation de maire et d'adjoints socialistes disposés de longue date à appliquer dans toute son intégrité le programme communal issu des travaux et des délibérations de nos congrès.

Si je compte bien, le *Temps* et les *Débats* nous fixaient, dès quatre heures, sur les élections de huit des villes les plus peuplées et les plus importantes de France. Et déjà, dans six de ces villes, les nouveaux conseillers ont fait choix d'une municipalité en totalité ou en majorité socialiste

A Lille, c'est notre ami Delory qui est élu maire ; à Roubaix, notre ami Carrette; à Dijon, notre ami Morin-Gacon ; à Roanne, notre ami Augé; à Bordeaux, notre ami Camille Cousteau ; à Toulon, notre ami Prosper Ferrero.

Et qu'on n'aille point prétendre que ces élus sont des socialistes pour rire. Tous militent, depuis de longues années, à l'avant-garde de nos organisations ; tous appartiennent à notre parti. Avec eux, c'est le socialisme agissant, rénovateur et transformateur qui pénètre à l'hôtel de ville.

A ces premiers succès enregistrés par nos adversaires nous pouvons déjà ajouter les victoires analogues remportées à Limoges dont le maire demeure le citoyen Labussière ; à Croix où est élu encore un autre vaillant du Parti ouvrier, le citoyen Desharbieux ; à Sens, où l'emporte le citoyen Cornet ; à Fleurance, qui aura pour maire notre ami Thierry-Cazes ; à Ivry où Roussel passe haut la main, à Commentry et à Montluçon, où les citoyens Dumazet et Dormoy sont élus pour la seconde fois, à Carmaux enfin où Calvignac, bien qu'inéligible chasse le traître Mazens du poste qu'il avait usurpé.

De Narbonne, de Cette, de Vierzon, de Sainte-Savine, de Bezenet, d'Issoudun, point de nouvelles encore, mais le résultat ne fait point doute.

Bref, sans tenir compte des succès obtenus dans nombre de localités par les radicaux socialistes plus ou moins imprégnés de notre esprit, comme à Toulouse, à Perpignan, à Tulle, à Grenoble, à Amiens on peut évaluer à quatre ou cinq cents le nombre des hôtels de ville sur lesquels le parti socialiste aura fièrement planté son drapeau en cette journée du 17 mai.

Et quel triomphe pour la classe ouvrière *En maint endroit ce sont les siens*, des prolétaires sortis de ses entrailles, qui ont peiné, souffert toute leur vie, qui ont manié l'outil et le maniaient hier encore, ce sont ces travailleurs incontestables qui nouent l'écharpe de maire sur leur blouse ou leur bourgeron. Ainsi Delory le nouveau maire de Lille, d'abord ouvrier fitier puis ouvrier cordonnier et imprimeur. Desbarbieux, maire de Croix, ancien ouvrier tisseur.

La journée du 17 mai comptera dans les annales du socialisme français.

Elle est la consécration brillante de nos succès électoraux du 3 et du 10 mai et marque une étape décisive dans la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat organisé.

Louis DUBREUIL.

PROCHAINEMENT

LE PRIX DU SANG

Mouvement International

POLITIQUE COLONIALE

Il faut nous défier, nous autres socialistes, de toute manifestation chauvine, et, au milieu de cette recrudescence d'amour de la patrie, qui semble le dernier feu de joie que se permette la bourgeoisie, surveiller tranquillement la lutte des intérêts commerciaux qui se cache sous les grands mots et sous ces drapeaux, pavillons qui, pour la plupart du temps, couvrent la marchandise.

Nous avons remarqué avec surprise même dans des journaux socialistes, des apostrophes virulentes contre le perfide Albion et son égoïsme bien connu. Or, l'on oublie qu'il ne s'agit, dans l'affaire du Transvaal, que de la lutte d'une compagnie de flibustiers, appelée communément « the Cartered Compagny, » contre les Boers, qui sont soutenus par les compagnies allemandes, dont nos amis au Reichstag **ont dévoilé les exploits**, à propos du docteur Péters et du lieutenant Weymann.

Or, cette compagnie, qui a reçu une charte du gouvernement anglais, compte 15000 actionnaires, dont 4,200 sont étrangers ; et, ce qui est intéressant pour nous, c'est que 3,000 de ceux-ci sont Français (1). Ceci nous explique pourquoi les attaques de la presse capitaliste française contre l'Angleterre se sont considérablement modérées, car il ne s'agissait plus ici de patriotisme, mais d'intérêt.

Si Cécil Rhodes était déposé, la compagnie s'écroulait, et alors que devenaient les actionnaires français ?

On peut en dire autant des Allemands. Qui ne se souvient de l'indignation qui éclata en Angleterre lorsqu'on apprit que l'Empereur Guillaume avait envoyé un télégramme de félicitations au président Krüger?

Et cependant quelques semaines après, l'Angleterre était obligée de demander un gouvernement allemand la permission de puiser dans la caisse Egyptienne. Est toujours touchant de voir une nation sacrifier son patriotisme à ses intérêts.

On s'est aussi beaucoup indigné, dans le parti libéral anglais, de la conduite du Ministre des colonies, Chamberlain, n'osant pas poursuivre Cecil Rhodes, et de l'attitude de la Compagnie qui refusait de renvoyer son directeur. Mais, un coup d'œil sur la liste, des principaux actionnaires nous montrera qu'il ne pouvait vraiment agir d'une autre façon.

Nous y trouvons le marquis de Lorne, le duc de Fife, tous deux gendres du prince de Galles, M. Léopold Rottschild, la duchesse de Deronshire, femme du collègue de M. Chamberlain.

Tous ces gens distingués ne tiennent aucunement à voir leurs actions tomber, et ils se moquent un peu de la réputation de l'Angleterre, qui n'est plus à défaire. Ce sont des gens comme sir Rhodes qui ont fait la grandeur de l'Angleterre, s'écriait M. Chamberlain, au Parlement anglais il y a quelques jours.

Il en est de même pour Cuba : Naturellement, nous sommes de cœur avec les insurgés Cubains, mais cela ne nous empêche pas de voir que les motifs de l'intervention des Etats Unis sont loin d'être catholiques.

Lorsque le gouvernement Espagnol a frappé la contrebande d'armes, il a porté un coup dangereux à beaucoup d'armateurs américains. D'un autre côté, les Anglais à Hondurss ne seraient pas fâchés d'accaparer la production du tabac, qui était jadis le monopole de Cuba et les Américains, fidèles à la doctrine de Monroë, sont enthousiasmés à l'idée de s'annexer ce joyau de la couronne espagnole. On voit donc, encore ici, une coalition d'intérêts, qui se cache sous une apparence d'humanité.

En Chine, nous voyons notre alliée, la Russie tenter de prendre toute une portion du territoire; c'est ainsi qu'elle veut se faire payer son intervention armée, à laquelle la France et l'Allemagne ont contribué (c'est le paiement de Kiel),

Enfin, la pauvre Italie a été obligée, dans les intérêts de la Triple Alliance, de se ruiner en Abyssinie, pour permettre à l'Angleterre, l'alliée reconnue aujourd'hui, d'intervenir dans le Soudan — si les commerçants anglais ont été si généreux dans leurs offres de secours, c'est qu'ils savaient qu'ils savaient qu'il y avait de l'argent à placer.

Pour nous, socialistes, cette façon de considérer la politique étrangère comme une résultante d'intérêts en lutte a l'avantage de nous débarrasser peu à peu de tout préjugé chauvin.

On peut encore, dans une guerre entre les nations d'Europe, croire au patriotisme, quoiqu'au fond, il y ait dans ces luttes un élément économique qui s'affirme de plus en plus.

On peut encore parler de défense de la patrie ou d'honneur du drapeau. Mais, dans la guerre coloniale, tout s'éclaircit.

(1) possédant 252.437 actions.